

EUROPE ECOLOGIE

Philippe Meirieu : « Il faut redonner à la formation une signification politique »

LYON, le 9 février 2010

L'enseignement et la formation, qui représentent près de la moitié du budget de la Région, sont des sujets rarement évoqués pendant la campagne électorale. Vous l'avez d'ailleurs dénoncé. Etes-vous déçu de cet état de fait ?

Je ne suis pas déçu car je suis très habitué à cette situation. Dès qu'il s'agit de problèmes de fond sur l'éducation et la formation, l'opinion publique est très peu sensible. Et les politiques ont beaucoup de mal à construire sur ces questions là un objet de débat public. Ils ne le font que quand il y a des lignes de fracture, des enjeux très idéologiques. Je ne suis donc pas surpris, mais je suis étonné que les partis politiques s'acharnent à apparaître plus verts que vert dès lors qu'il s'agit d'environnement ; alors que sur la formation qui constitue un levier essentiel pour le développement de la région, on entretient, sinon un mutisme, du moins une très grande discrétion. Il y a une autre explication qui est le caractère extrêmement complexe et technique de ce sujet. La France a construit son système de formation par stratifications successives, accumulant les dispositifs, ce qui a débouché sur une usine à gaz illisible où les technocrates ont le pouvoir. Même un acteur moyen de la formation ne s'y retrouve pas. Je crois qu'il y a un enjeu démocratique à redonner à ce sujet une signification politique, diffuser l'idée que la formation s'exerce tout au long de la vie plutôt que d'ajouter quelques dérivations au système actuel.

Où situez-vous la ligne de démarcation entre l'éducation et la formation tout au long de la vie ?

La première période de notre vie se caractérise par le fait qu'on ne choisit pas ce à quoi on va être formé ; on décide pour vous et on apprend ce que les autres vous demandent d'apprendre, ce qu'ils estiment utile pour votre avenir. Ce qui caractérise l'adulte, c'est d'apprendre et de se former à partir de ses propres choix. Mais pour le pédagogue que je suis, il n'y a pas de différence fondamentale entre apprendre en CE1, en 5e, en 2e, à l'université, à 30 ans. Il s'agit bien d'un apprentissage tout au long de la vie qui va de la naissance à la mort et ce paradigme est nouveau pour moi. J'y vois une nouvelle manière de concevoir les rapports entre les hommes et aussi un facteur d'unification des politiques. La

formation est le fait d'institutions relevant de tutelles différentes qui ont des difficultés à se coordonner et le feuilletage de compétences vécu ces dernières années par les régions peut devenir une force en terme de coordination. Les régions peuvent trouver là l'occasion de se positionner comme chef de file pour impulser une vraie politique de formation.

Comment la Région doit-elle composer avec ces acteurs de premier plan que sont les lycées et les universités dont la légitimité en matière de formation ne peut être contestée ?

Nous, nous sommes favorables à la conditionnalité. Si je prends l'exemple des universités et de la VAE, la Région a réalisé un certain nombre de choses dans ce domaine mais la VAE demeure un parcours du combattant. Pourquoi ne pas conditionner les aides régionales aux universités à leur capacité et à leur volonté de développer la VAE ? On doit pouvoir aussi conditionner les aides aux entreprises à la qualité d'accueil des stagiaires, leur politique de formation interne, la VAE. Je crois à la nécessité de faire les ponts et la Région a cette possibilité de mettre en relation des institutions éclatées et complexes pour trouver une forme d'unité. La mise en œuvre du service public régional de formation est une vraie opportunité d'y parvenir. A nous de faire en sorte qu'il ne soit pas une structure supplémentaire qui s'ajouterait au feuilletage que j'ai évoqué.

La formation initiale doit-elle s'émanciper de sa caractéristique très nationale au profit d'une dimension plus régionale ?

L'éducation doit rester nationale car elle garantit la transmission des fondamentaux de la citoyenneté qui relève de l'Etat, dans le cadre constitutionnel de la scolarité obligatoire. Jusqu'à la fin du collège, l'Education nationale est le maître d'œuvre ; chaque enfant qui quitte le collège doit maîtriser ces fondamentaux. Le lycée est une autre période où l'élève construit sa spécialisation et son orientation. A ce niveau, l'Education nationale doit travailler de manière très articulée avec le tissu local professionnel mais aussi universitaire, les collectivités territoriales et constituer sur le bassin de formation un vrai réseau de ressources.

Au niveau territorial, quelles grandes résolutions doit prendre la Région pour favoriser cette synergie ?

La Région doit mettre en place des mesures très symboliques. Comme celle d'ouvrir les lycées à la formation continue en permettant des interactions entre les jeunes et les adultes, ou encore le développement de la scolarité par récurrence qui est souvent refusée par les établissements. Nous devons faire en sorte qu'elle soit appliquée. Un élève qui quitte la seconde à 16 ans a le droit de revenir en première à 22 ans pour terminer ses études. La reprise d'études ne doit pas seulement s'effectuer dans des structures pour décrocheurs. Les

lycées doivent se transformer à ce niveau-là. Je crois qu'il y a aussi tout un travail à faire sur l'intergénérationnel. La Région peut impulser une dynamique favorisant des modes originaux de transmission, entre les élèves et le tissu artisanal, les adolescents et les seniors. Aujourd'hui, les parents sont démunis et très occupés, et ces deux tranches d'âge peuvent entrer en communication. On pourrait aussi, symboliquement, en terme d'emploi, aider les entreprises qui veulent dégager une partie du temps de leurs employés pour de l'accompagnement ou de la formation. Si une entreprise de 10 salariés parvient à dégager 10 % de leur temps de travail, ça correspond à un emploi. Pourquoi la Région n'accepterait-elle pas de financer une partie de cet emploi si l'entreprise s'engage à ce que le temps libéré soit utilisé pour du vrai tutorat, de l'accueil de lycéens ou de stagiaires, du temps d'intervention au sein des établissements scolaires. Nous pourrions constituer un vivier de personnes libérées par les entreprises pour ce type d'actions. Le système est compliqué pour l'usager. Il faudra le clarifier mais surtout donner des signes forts montrant que cette idée de formation tout au long de la vie n'est pas seulement une idée générale et qu'elle peut se concrétiser.

Le programme d'Europe Ecologie évoque beaucoup la VAE. Quel écho souhaitez-vous lui donner ?

La VAE est une chose à laquelle je crois beaucoup car elle change radicalement le rapport au diplôme. Elle veut dire que votre avenir n'est pas scellé à la fin de vos études, ce qui est fondamental dans un pays comme le notre où les études pèsent considérablement dans le destin professionnel. Avec la VAE, je peux rejouer ma vie professionnelle et acquérir des compétences en dehors des cursus traditionnels de l'école et de l'université. Il faudrait lancer une grande campagne d'information, s'appuyer sur les relais associatifs, mobiliser le tissu artisanal pour marquer les esprits, valoriser ce levier extraordinaire qu'elle représente. La VAE manque assurément d'une information cohérente, d'un guichet unique lisible.

Votre mouvement prône assez fortement l'effort de solidarité. Comment l'éducation et la formation y trouvent-elles leur place ?

Je suis né à la réflexion pédagogique à l'époque de la publication d' « Une société sans école » d'Ivan Illich* qui s'étonnait de voir une école qui enferme les gens dans des cases alors qu'il y a tant de savoirs et de savoir faire que les gens pourraient transmettre et qui ne circulent pas entre eux. Cette idée de mutualiser les savoirs et les savoir faire, de mettre en relation les générations, m'a toujours marqué. Nous proposons donc quelque chose de très simple, apparemment éloigné de la formation, fondé sur la monnaie solidaire. Par exemple, un étudiant peut avoir une réduction significative sur son loyer dès lors qu'il accepte de donner une journée de service à la population à partir de ses compétences. En pratiquant ce

type d'échange de compétences entre les personnes, en passant par les réseaux réciproques de savoirs, je crois qu'on change radicalement le mode de fonctionnement interindividuel et qu'on se dégage de l'emprise des institutions ossifiées. Celles-ci travaillent par gestion de flux, par statut ; elles ne créent pas de lien social en permanence. Elles sont devenues des aiguillages là où il faudrait mettre en lien. J'ai eu l'occasion de travailler récemment avec Bertrand Schwartz, qui est un grand monsieur de la formation permanente et le fondateur des missions locales, sur le sujet des saisonniers avec l'idée de transformer les CDD en CDI par un système de groupement d'emplois. Nous réfléchissons à ce qui pourrait être un modèle avec la possibilité de faire intervenir des temps de formation tout en assurant la continuité du revenu indépendamment de la continuité de l'activité.

La biculturalisation n'est-elle pas une réponse simple à la question de la continuité d'activité ?

Je suis partisan de la biculturalisation à 100 %. Je l'ai été dans l'Education nationale en étant favorable à la bivalence des enseignants de collège. Je crois que c'est l'avenir. Mais il faut chercher à faire des biculturalisations plus exotiques, et non rester dans des métiers extrêmement proches. La biculturalisation des montagnards d'autrefois mixait déjà l'agriculture et l'horlogerie. Il faut s'en inspirer. Mais tout ça participe d'une nouvelle synergie. Et qu'on ne dise pas que ça n'intéresse pas les gens alors que je crois que ça les intéresse beaucoup. Le jour où des grands-parents pourront aller assister à un atelier dans un lycée de leurs petits-enfants, le soir après 17 heures parce qu'on aura réussi à ouvrir le lycée au tissu associatif, le jour où on aura réussi à mettre en relation à travers la monnaie solidaire des gens qui apprennent la cuisine à des gens qui apprennent l'informatique, peu à peu les mentalités changeront, par capillarisation. Mais nous sommes aujourd'hui devant une juxtaposition de tubes et de dispositifs technocratiques et non dans un engagement politique fort pour l'éducation et la formation.

** Pédagogue et penseur de l'écologie politique*

GL/E100201